

JUILLET 1990

C2

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE



30000363202

Note de conjoncture de l'INSEE.
Supplement a: tendances de la con
No 000002 1990 07 00
INSEE-BIBC P FRA 1110St

insee

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

ERRATA

Page 11 2ème alinéa, 2ème ligne :

lire : "importations allemandes toutes provenances"

au lieu de : "importations allemandes en provenance de France".

Page 14 1er alinéa

lire : "les industriels allemands peuvent souffrir dans ces conditions du manque de main d'oeuvre qualifiée, mais l'unification allemande vient à point pour combler ce besoin"

au lieu de : "les industriels allemands peuvent souffrir dans ces conditions du manque de main d'oeuvre".

Page 17 Titre du 1er tableau de l'encadré 1

lire : "Importations de la RFA toutes provenances"

au lieu de : "Importations de la RFA en provenance de la France".

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

I. N. S. E. E.
DOCUMENTATION

11 JUIL. 1990

BIBLIOTHÈQUE

Supplément à Tendances de la Conjoncture

République Française / Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget / Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques / Directeur Général : M. Jean-Claude MILLERON / Direction Générale : 18, bd Adolphe Fnard, 75675 PARIS Cedex 14 / Téléphone : (1) 45.40.12.12 / Téléc : 204924 / Télécopie : (1) 40.92.11.91

SOMMAIRE

JUILLET 1990

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

VUE D'ENSEMBLE

L'unification allemande : quelles conséquences pour les échanges France-RFA 10

FICHES THEMATIQUES

L'environnement international	25
La politique monétaire et le financement	34
Le prix des matières premières	40
Les coûts et les prix de production	44
Les prix de détail	46
L'investissement productif	50
La production	54
Les stocks	59
La productivité du travail	60
L'emploi	62
Le chômage	68
Les salaires	73
Les transferts sociaux	80
Les recettes fiscales	82
Le revenu des ménages	84
La consommation des ménages	86
Les échanges extérieurs : produits manufacturés	90
Les soldes extérieurs	94

Annexes :

Révisions des prévisions	96
Le compte associé	98

© INSEE 1990

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- N° 38 du cahier 1 (bleu) : fin septembre 1990
- N° 33 du cahier 2 (vert) : fin juillet 1990

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE, diffusée par la Direction de la Diffusion et de l'Action Régionale de l'INSEE / Maquette : agence PUZZLE / Cette publication fait notamment partie de l'abonnement à TENDANCES DE LA CONJONCTURE Bulletin d'abonnement et tarifs en dernière page.

Ont directement participé à la réalisation de cette note :

Rédacteurs en chef :

Jean-Pierre Cling ; Jean-Pierre Fraichot

Contributeurs :

Laurent Arthaud ; Brigitte Belloc ; Laurent Berrebi ; Pascale Bessy ; Ghislaine Calvarin ; Sylvie Carat ; Luis Cases ; Eric Chaney ; Bruno Crepon ; Louis Cretin ; Lise Dervieux ; Nicole Desprez ; Guillaume Dureau ; Jean-Christophe Fanouillet ; Jacky Fayolle ; Dominique Guellec ; Pierre Joly ; Annette Kadjar ; Thierry Lacroix ; Vincent Le Calonnec ; Marie-Odile Liagre ; Stéfan Lollivier ; Françoise Maurel ; Antoine Moreau ; Christiane Nivet ; Marie-Pierre Plaux ; Eric Poirié ; Pascale Pollet ; Pierre Ralle ; Emmanuel Raoul ; Hélène Rousse ; Florence Salet ; Bernard Salanié ; Hélène Tamisier ; Joël Toujas-Bernate.

Assistante de rédaction :

Bernadette Guiot de la Rochère

Secrétaires de rédaction :

Françoise Berthelin ; Valérie Brossaud ; Liliane Delanne ; Laurence Germont.

Illustration :

Pierre Glénat ; Dominique Marty ; Sophie Renaud.

Mise en page :

Sophie Renaud

Rédaction achevée le 1er Juillet 1990

AVERTISSEMENT

Cette note analyse la situation de l'économie française à la mi-1990 et son évolution probable sur le reste de l'année. Elle comporte un chiffrage en termes de comptes nationaux trimestriels. Tous les chiffres relatifs aux trois derniers trimestres de l'année 1990 ont un caractère prévisionnel, tandis que ceux relatifs au premier trimestre sont le plus souvent provisoires. Les principales hypothèses ont été arrêtées un peu plus d'un mois avant la parution de cette note, l'hypothèse sur le cours du dollar étant, comme à l'accoutumée, conventionnelle.

CONVENTIONS

Les trimestres sont repérés par les chiffres 1, 2, 3, 4 ; les semestres par I, II.

Sauf précision, les chiffres présentés sont des taux de croissance en glissement semestriel-trimestriel.

ISSN 0766-6268

Vue d'ensemble

En 1990, le ralentissement de l'activité mondiale qui a débuté dès le milieu de 1989, se propage à l'ensemble de l'économie française. Celle-ci s'oriente désormais vers un rythme de croissance de l'ordre de 3 à 3,5 %. En moyenne annuelle le PIB marchand 1/ augmente de 3 % cette année contre 4 % environ en 1988 et 1989. L'inflexion de la conjoncture particulièrement prononcée dans l'industrie depuis le milieu de 1989 s'est étendue au reste de l'économie au premier semestre de 1990. Au second semestre, une demande intérieure toujours vive et l'arrêt de la dégradation de la demande adressée à notre pays, permettraient à la croissance française de se stabiliser.

Les entreprises continuent d'adapter avec retard leurs effectifs à la forte activité. C'est pourquoi cette croissance relativement modérée s'avère compatible avec une nouvelle baisse du taux de chômage qui atteindrait 8,7 % à la fin de 1990.

Les gains de termes de l'échange et la modération des coûts salariaux contribuent à la consolidation de la désinflation. L'inflation décroît sensiblement dès le premier semestre et se stabilise. Le glissement annuel des prix de détail atteint 3,1 % en fin d'année. La demande

intérieure poursuit une expansion vigoureuse tirée par l'investissement et la consommation privées. En dépit des taux d'intérêt réels élevés, les entreprises maintiennent le rythme de leur flux d'investissement, autofinancé encore à plus de 80 %. La consommation des ménages est stimulée par un revenu réel dont la part dans le produit intérieur brut est désormais stabilisée.

Malgré une demande interne tonique et un ralentissement sensible de nos marchés à l'exportation, la contrainte extérieure qui s'exerce sur notre pays depuis plusieurs années ne se resserre pas : la bonne tenue du franc par rapport à l'ensemble des autres monnaies induit une appréciation sensible des termes de l'échange. La dégradation du solde des échanges de produits manufacturés (- 59 Mds de F en 1990 contre - 52 Mds de F en 1989) s'atténue encore et le déficit commercial est stabilisé grâce aux bonnes performances des échanges agro-alimentaires et à la légère diminution de la facture énergétique. Le solde des échanges de biens et services est du même ordre qu'en 1989.

1/ Evalué aux prix de 1980

Biens et services marchands : équilibre ressources-emplois aux prix de 1980												
Taux de croissance en %												
	Moyennes semestrielles						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	88.I	88.II	89.I	89.II	90.I	90.II	1988	1989	1990	1988	1989	1990
PIB	2,1	1,8	2,4	1,3	1,4	1,7	3,7	3,7	3,2	4,3	4,0	3,0
Importations	3,2	5,1	4,6	2,1	5,0	2,9	7,4	8,5	6,1	8,6	8,3	7,6
Total des ressources	2,4	2,5	2,9	1,5	2,3	2,1	4,6	4,9	4,0	5,3	5,0	4,1
Consommation des ménages	1,1	2,3	1,2	1,9	1,5	2,1	2,9	3,0	3,8	3,1	3,3	3,5
FBCF totale	4,2	4,2	2,6	1,8	3,0	3,0	7,9	4,3	6,4	8,6	5,6	5,5
dont : SQS-EI	5,1	5,1	3,3	1,6	3,3	4,1	9,3	4,0	9,0	10,8	6,7	6,3
ménages	2,1	3,6	-0,6	2,1	1,7	0,0	5,5	3,1	0,1	4,6	2,2	2,7
Exportations	2,9	2,9	8,7	1,4	4,4	1,7	4,3	3,2	5,2	8,3	11,0	6,0
Variations de stocks (en contribution à la croissance du PIB marchand)	0,2	-0,2	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2	0,4	-0,2	-1,0	-0,2	-0,3	-0,5
Demande intérieure hors stocks	2,0	2,7	1,4	1,8	1,9	2,3	4,3	3,2	4,5	4,7	3,7	4,0
Demande intérieure	2,2	2,5	1,3	1,5	1,7	2,1	4,6	2,9	3,5	4,5	3,4	3,5

La croissance ne ralentit plus

Dans un environnement international caractérisé par un ralentissement de l'activité et la recherche d'une croissance plus équilibrée, l'économie française s'oriente en 1990 vers une croissance plus modérée que celle des deux années précédentes, de l'ordre de 3 à 3,5 % par an. En moyenne annuelle, le Produit intérieur brut marchand augmente de 3 % après environ 4 % en 1988 et 1989. Plus exposée aux fluctuations de l'activité internationale, l'industrie manufacturière a été particulièrement affectée au second semestre par le ralentissement de la croissance mondiale, alors que la demande intérieure continuait de progresser vigoureusement. En 1990, cette modération de la croissance se confirme ; elle se renforce dans le secteur tertiaire ; la décélération de la production nationale par rapport à 1989 résulte de celles des exportations.

L'inflexion de la conjoncture est particulièrement prononcée dans la plupart des secteurs de l'industrie, où les effets du ralentissement extérieur sont amplifiés par la décélération de la demande inter-industrielle et le moindre stockage des entreprises. Seule la branche de l'automobile voit sa production croître sensiblement cette année, grâce à la vigueur de la demande. Malgré ce moindre dynamisme de l'offre, les tensions sur l'appareil productif ne se relâchent guère, sans créer d'entraves nouvelles au développement de la production. La décélération de la production de services marchands est en partie induite par celle de l'industrie, mais s'explique aussi par des facteurs autonomes : les exportations de services avaient connu en 1989 une croissance très forte, liée en partie à des conditions exceptionnelles (fêtes du Bicentenaire de la Révolution Française notamment). Dans les autres branches, la production croît à un rythme plus rapide qu'en 1989 : le commerce bénéficie d'une consommation toujours vigoureuse, et le secteur du BTP d'une forte activité dans les travaux publics.

Au premier semestre de 1990 la production intérieure progresse à un rythme équivalent à celui du second semestre de 1989 ; cependant, la croissance semble parvenue à l'étiage à la mi-1990. D'après l'enquête de l'INSEE dans l'industrie du mois de juin, les perspectives de produc-

tion cessent de se dégrader et le ralentissement de la demande étrangère s'interrompt. Au second semestre, l'offre domestique devrait suivre ainsi davantage la progression de la demande, et en particulier celle de la demande intérieure dont la vigueur ne se dément pas. La progression annuelle de cette dernière, stabilisée depuis 1989 aux environs de 3,5%, est tirée par la consommation et l'investissement privés. En 1990, la demande des ménages est stimulée par des gains de salaire réel inégalés depuis 1986, et des créations d'emploi encore substantielles, alors que l'investissement des sociétés répond à une anticipation de demande soutenue et à un haut niveau des taux d'utilisation de l'appareil productif.

Le rythme des créations d'emplois fléchit peu

En dépit de cette croissance plus modérée, le rythme des créations d'emploi fléchit peu par rapport à l'année précédente. La poursuite d'un rythme encore élevé de créations d'emplois s'explique principalement par le retard d'ajustement des effectifs des entreprises à la croissance. Ces dernières continuent d'adapter en 1990 leurs effectifs à la forte activité des deux années précédentes, et semblent considérer que le ralentissement de leur production est temporaire. Les gains de productivité apparente du travail atteignent ainsi en 1990 leur niveau le plus bas de la décennie.

Dans l'industrie, les créations d'emplois sont moins importantes qu'en 1989. Les conséquences retardées de l'inflexion conjoncturelle de 1989 conduiraient à une stabilisation de l'emploi dans cette branche dès le second semestre, la productivité retrouvant son rythme de progression tendanciel. Dans les secteurs du Bâtiment et des Travaux Publics et dans celui des services-commerces, les effectifs augmenteraient plus fortement qu'en 1989.

Cette relative rigidité du rythme des créations d'emplois conduit à une réduction continue du taux de chômage jusqu'à l'automne, puis à une stabilisation. Ce profil est conforté par la montée en charge du plan Emploi. En supposant à l'été une révision en baisse du nombre de demandeurs d'emploi équivalente à celle

des trois dernières années 1/, le taux de chômage serait de 8,7 % en fin d'année, en retrait de 2 points par rapport au point haut atteint en 1987. Ce taux reste néanmoins supérieur à celui des principaux pays industrialisés.

La décélération de l'inflation...

L'environnement international de la France est désinflationniste en 1990 : la stabilisation à un bas niveau du prix des matières premières en devises (y compris l'énergie) et l'appréciation du Franc contre l'ensemble des monnaies modèrent l'inflation importée. Après la forte hausse de 1989, la diminution des prix des biens et services importés par la France en 1990 (- 0,9 % contre + 6,6 % en 1989) autorise, après les pertes de 1989, de sensibles gains de termes de l'échange.

Pour les entreprises, cette évolution favorable compense partiellement la légère accélération des coûts salariaux unitaires induite par l'affaiblissement des gains de productivité et la progression plus rapide des salaires nominaux. Malgré la modération maintenue des prix administrés, l'inflation sous-jacente (mesurée par l'évolution de l'indice des prix à la consommation hors énergie, hors alimentation et à fiscalité indirecte constante) arrête de diminuer : les coûts de production du secteur concurrentiel ne ralentissent plus.

La décélération des prix alimentaires, imputable à une orientation plus favorable du prix des viandes, et la quasi-stabilité des prix de l'énergie sont les causes du ralentissement de l'inflation au premier semestre. Le rythme annuel de croissance des prix se stabilise à environ 3 % à la fin du premier semestre et l'écart d'inflation avec la moyenne de nos principaux partenaires se creuse à nouveau en notre faveur.

Dans les prochains mois, le taux d'inflation en RFA devrait, selon les prévisionnistes allemands, remonter à près de 3 % l'an après une phase saisonnière de modération au cours de l'été ; l'écart d'inflation avec la France en fin d'année serait alors quasiment nul, compte tenu d'une prévision de hausse des prix en

1 / Après la disponibilité prochaine des résultats de l'enquête emploi (qui a conduit pour chacune des trois dernières années à une révision en baisse d'environ 0,5 % du taux de chômage).

France de 3,1 % en glissement annuel (en supposant l'absence de nouvelles baisses de la TVA).

... permet de sensibles gains de pouvoir d'achat des ménages...

L'accélération légère des salaires nominaux et la progression encore soutenue de l'emploi permettent une hausse plus vive des salaires versés par les entreprises du secteur marchand non agricole (hors Grandes Entreprises Nationales). Depuis deux ans, la part des salaires dans la valeur ajoutée brute des sociétés et quasi-sociétés se stabilise. Le partage des fruits de la croissance ne se déforme plus en faveur des entreprises comme on avait pu le constater de 1983 à 1988. La progression du taux de salaire réel, accrue par la désinflation, est cette année l'une des plus fortes de la décennie. A l'inverse, les salaires versés par les administrations publiques ralentissent, après avoir bénéficié en 1989 du versement d'une prime exceptionnelle de croissance. Ainsi la progression de l'ensemble des salaires bruts reçus par les ménages serait voisine de celle de l'an dernier. A cette composante salariale s'ajoute une hausse moins marquée qu'en 1989 du revenu des entrepreneurs individuels. Cette progression plus faible des revenus d'activité des ménages est effacée par l'évolution moins défavorable des transferts sociaux, sous l'hypothèse d'une absence de hausse nouvelle des taux de cotisations sociales. Au total, la progression du revenu réel des ménages ne diminue pas. Son profil conjoncturel est moins heurté qu'en 1989, où il avait été perturbé par la concentration au premier semestre des prélèvements sociaux.

... qui entraînent une consommation toujours dynamique

En moyenne annuelle, consommation et pouvoir d'achat du revenu des ménages progressent à un rythme de l'ordre de 3,5 %, soit un peu plus que l'an dernier. Le taux d'épargne augmente légèrement. La consommation accélère en glissement annuel et sa progression est plus forte au second semestre qu'au premier. La consommation d'énergie plus faible en début d'année (en raison de la clémence de l'hiver) et la reprise de la consommation de produits manufacturés au second se-

mestre (due à la sortie de nouveaux modèles automobiles et à l'accentuation des promotions commerciales dans les grandes surfaces) expliquent ce profil. La déformation de la structure de la consommation en faveur des produits manufacturés (et notamment des biens durables) se poursuit, en raison de la sensibilité importante de la demande de ces produits aux variations du pouvoir d'achat.

L'investissement des entreprises ne ralentit pas

La croissance de l'investissement des sociétés en 1990 reste comparable à celle de 1989, sensiblement en deçà du sommet atteint en 1988 ; notre pays ne se distingue pas en cela de nos principaux partenaires qui connaissent un mouvement analogue.

Des taux d'utilisation toujours élevés dans l'industrie manufacturière et des perspectives de demande encore favorables poussent les entreprises industrielles à maintenir leur flux d'investissement. Par ailleurs, l'investissement du secteur tertiaire marchand ne ralentit plus en 1990 ; après avoir connu son apogée en 1988, sa progression est désormais comparable à celle de l'activité, qui reste vive.

A ces incitations puissantes s'opposent des contraintes financières plus présentes qu'auparavant. Plusieurs facteurs se conjuguent pour entraîner une nouvelle baisse du taux d'épargne des entreprises en 1990 : hausse des intérêts versés en raison des taux élevés ; croissance toujours rapide des dividendes et des impôts sur les bénéfices, conséquence des bons résultats passés. Dans ces conditions, la poursuite de la hausse du taux d'investissement, qui retrouve un niveau inégalé depuis le premier choc pétrolier, entraîne une nouvelle baisse du taux d'autofinancement.

Ce dernier reste à un niveau élevé, légèrement supérieur à 80 %. Les contraintes induites par le haut niveau des taux d'intérêt réels et la baisse du taux d'autofinancement n'apparaissent pas assez fortes pour avoir un impact sur les décisions d'investissement, qui soit perceptible au niveau macro-économique.

Les effets sur l'économie française de l'union économique et monétaire allemande

de instaurée le 2 juillet ne sont pas encore visibles. Ils risquent d'être contradictoires. Les importants besoins de financement de l'économie est-allemande qui surviennent dans un contexte d'insuffisance mondiale de l'épargne pourraient pousser à la hausse les taux d'intérêt allemands. L'effet de contagion éventuel sur les taux français qui en résulterait durcirait les contraintes financières sur les entreprises évoquées plus haut. En sens inverse, le surcroît de demande adressée à la France bénéficiera à nos exportations en compensant partiellement le ralentissement de la demande mondiale.

Malgré la vigueur de la demande intérieure une stabilisation de notre solde commercial

Malgré la vigueur persistante de la demande intérieure et la décélération de la demande mondiale, le déficit de nos échanges extérieurs resterait approximativement stable.

L'inflexion de la croissance des principaux pays industrialisés a entraîné dès le milieu de 1989 un ralentissement du commerce mondial, confirmé au début de 1990. Toutefois, la croissance de la demande mondiale adressée à notre pays, bien qu'en retrait par rapport à celle de 1989, reste soutenue. La spécialisation géographique de nos exportations dont près des deux tiers sont dirigées vers la CEE, nous permet de bénéficier du dynamisme européen, soutenu par les conséquences de la réunification qui s'opère outre-Rhin.

Nos exportations de produits manufacturés croissent cependant légèrement moins que la demande mondiale adressée à notre pays. Ainsi, les livraisons d'Airbus pâtissent en 1990 des pertes de production consécutives à la grève récente chez le fournisseur britannique British Aerospace. De plus, la dépréciation du dollar et du yen depuis la fin de 1989 provoque des pertes de compétitivité, limitées par la compression des marges de nos exportateurs.

Cette érosion de la compétitivité, liée à la vigueur de la monnaie et non à l'évolution de nos coûts internes, entraîne aussi un partage plus défavorable que par le passé de l'offre intérieure de produits manufacturés : la pénétration du marché intérieur par les importations

s'accélère légèrement en 1990, et malgré la décélération de la demande intérieure totale de produits manufacturés due au moindre stockage des entreprises, les importations ralentissent peu par rapport à 1989.

Le ralentissement des exportations apparaît plus sensible, ce qui entraîne, à la différence de 1989, une dégradation de notre taux de couverture en volume. Toutefois, l'appréciation des termes de l'échange dont bénéficie notre pays, du fait de la bonne tenue du franc et de la baisse du prix des matières premières, conduit à un faible creusement du déficit de nos échanges de produits manufactu-

rés. Ainsi, après s'être infléchie très sensiblement en 1989 à la faveur d'un arrêt de nos pertes de parts de marchés, la dégradation continue depuis 1986 de notre solde manufacturier semble limitée en 1990. La légère réduction de notre facture énergétique et le maintien à un haut niveau de notre excédent agro-alimentaire s'ajoutent à cette relative stabilisation pour permettre à notre déficit commercial FAB-FAB de rester à sa valeur de 1989 (environ 40 Mds de F). Dans ces conditions, malgré un léger tassement de notre excédent touristique, l'excédent des échanges de biens et services au sens de la comptabilité nationale est du même ordre qu'en 1989.

*

*

*

Alors que la croissance mondiale ralentit, l'économie française stabilise en 1990 son déficit extérieur sans avoir contraint l'expansion de sa demande interne. L'inflation apparaît nettement plus modérée que celle de nos principaux partenaires, tandis que le taux de chômage diminue à nouveau, malgré le ralentissement de l'activité. Cette évolution apparemment satisfaisante tient essentiellement aux forts gains de termes de l'échange, conséquences de l'appréciation du Franc par rapport à l'ensemble des devises, et au ralentissement apparent de la productivité.

Mais un tel sentier de croissance apparaît difficilement praticable de manière durable. Les gains de termes de l'échange ne sont pas nécessairement reproductibles, et sont susceptibles d'éroder la compétitivité de l'économie française. Les entreprises pourraient être conduites à des ajustements à la baisse sur le marché de l'emploi qui ralentiraient la demande intérieure. A terme, c'est donc encore l'évolution de la conjoncture internationale qui détermine le taux de croissance que peut maintenir durablement l'économie française.

